



n° 11764*05

Déclaration au greffe du tribunal d'instance

(Articles 58, 748-8, 843 et 844 du code de procédure civile)

Votre identité (demandeur)

► Si vous êtes une personne physique, remplissez les rubriques suivantes :

Madame Monsieur

Votre nom de famille : _____

Votre nom d'usage (d'époux (se)) : _____

Vos prénoms : _____

Vos date et lieu de naissance |_|_|_|_|_|_|_|_| à _____

Votre nationalité : _____

Votre profession : _____

Votre adresse : _____

Code postal |_|_|_|_|_| Commune : _____

Adresse courriel _____@_____

Numéro de téléphone : |_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|

► Si vous êtes une personne morale, remplissez les rubriques suivantes :

Forme de la société (SA, SARL, EURL, SCI, SCP...): _____

Dénomination : _____

Représentée par : _____

Adresse du siège social : _____

Code postal |_|_|_|_|_| Commune : _____

Adresse courriel : _____@_____

Numéro de téléphone |_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|

Numéro de télécopie |_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|

L'identité de votre adversaire (défendeur)

► Si votre adversaire est une personne physique, remplissez les rubriques suivantes :

Madame Monsieur

Son nom de famille : _____

Son nom d'usage (d'époux (se)) : _____

Ses prénoms : _____

Son adresse : _____

Code postal |_____| Commune : _____

► Si votre adversaire est une personne morale, remplissez les rubriques suivantes :

Forme de la société (SA, SARL, EURL, SCI, SCP...): _____

Dénomination : _____

Représentée par : _____

Adresse du siège social : _____

Code postal |_____| Commune : _____

Numéro de téléphone : |_____|

Numéro de télécopie : |_____|

Si vous avez plusieurs adversaires : identité de l'autre adversaire (défendeur)

► Si votre autre adversaire est une personne physique, remplissez les rubriques suivantes :

Madame Monsieur

Son nom de famille : _____

Son nom d'usage (d'époux (se)) : _____

Ses prénoms : _____

Son adresse : _____

Code postal |_____| Commune : _____

► Si votre autre adversaire est une personne morale, remplissez les rubriques suivantes :

Forme (SA, SARL, EURL, SCI, SCP...): _____

Dénomination : _____

Représentée par : _____

Adresse du siège social : _____

Code postal |_____| Commune : _____

Numéro de téléphone : |_____|

Numéro de télécopie : |_____|

Votre demande :

Vous demandez la convocation de votre adversaire (du défendeur) devant le tribunal d'instance de : _____

Vous souhaitez obtenir :

L'objet de votre demande doit être **chiffré** (le montant total de la demande doit être inférieur ou égal à 4.000 euros):

principal : _____ €

dommages et intérêts : _____ €

Exposez brièvement les motifs de votre demande :

Tentative de résolution amiable du litige

- J'ai entrepris des démarches en vue de parvenir à une résolution amiable du litige :
- j'ai adressé(s) un courrier à l'autre partie en vue d'un accord
 - j'ai eu recours à une tierce personne (médiateur ou conciliateur)
 - autre, précisez

- Je n'ai pas entrepris de démarches en vue de parvenir à une résolution amiable du litige et je vous indique le motif :

Dans ce cas je suis informé que le juge pourra me proposer une mesure de médiation ou de conciliation.

Votre consentement concernant la transmission par voie électronique des avis adressés par le greffe du tribunal

J'accepte que les avis utiles à la présente procédure me soient adressés par le greffe de la juridiction au moyen d'un courrier électronique à l'adresse suivante :

_____ @ _____

Je suis informé que mon consentement **peut être révoqué à tout moment** par déclaration orale au greffe de la juridiction saisie ou par lettre recommandée avec accusé de réception adressée au même service.

J'ai bien noté qu'en cas de demande de révocation par lettre recommandée avec accusé de réception, ma révocation prendra effet à compter de la réception du courrier par le greffe.

J'ai bien noté que je dois signaler au service saisi de mon affaire tout changement d'adresse de messagerie.

J'ai bien noté que je dois signaler au même service toute circonstance ne me permettant pas de consulter ma boîte mail de manière durable. Dans ce cas, **je sais qu'il m'est recommandé de révoquer mon consentement.**

Article 748-8 du CPC : Par dérogation aux dispositions du présent titre, lorsqu'il est prévu qu'un avis est adressé par le greffe à une partie par tous moyens, il peut lui être envoyé au moyen d'un courrier électronique ou d'un message écrit, transmis, selon le cas, à l'adresse électronique ou au numéro de téléphone qu'elle a préalablement déclaré à cette fin à la juridiction.

*Cette déclaration préalable mentionne le consentement de cette partie à l'utilisation de la voie électronique ou du message écrit transmis au numéro de téléphone, pour les avis du greffe transmis dans l'instance en cours, à charge pour elle de signaler toute modification de son adresse électronique ou de son numéro de téléphone. **Ce consentement peut être révoqué à tout moment.****

* En cas de demande de révocation, vous pouvez télécharger et imprimer le formulaire de « Consentement à la transmission par voie électronique des avis du greffe » dans l'onglet droit et démarche formulaire pour les particuliers, action en justice (<http://www.vos-droits.justice.gouv.fr/>) ou retirer ce formulaire au greffe de la juridiction que vous avez saisie. Ce formulaire, téléchargé et rempli par vos soins, pourra être déposé au greffe ou adressé au greffe par lettre recommandée avec accusé de réception.

ATTESTATION SUR L'HONNEUR

Je soussigné(e) _____ certifie sur l'honneur que les renseignements portés sur ce formulaire **sont** exacts.

Fait à: _____ Le |_|_|_|_|_|_|_|_|
Signature

Second demandeur (si requête conjointe) :

Votre consentement concernant la transmission par voie électronique des avis adressés par le greffe du tribunal

J'accepte que les avis utiles à la présente procédure me soient adressés par le greffe de la juridiction au moyen d'un courrier électronique à l'adresse suivante :

_____@_____

Je suis informé que mon consentement **peut être révoqué à tout moment** par déclaration orale au greffe de la juridiction saisie ou par lettre recommandée avec accusé de réception adressée au même service.

J'ai bien noté qu'en cas de demande de révocation par lettre recommandée avec accusé de réception, ma révocation prendra effet à compter de la réception du courrier par le greffe.

J'ai bien noté que je dois signaler au service saisi de mon affaire tout changement d'adresse de messagerie.

J'ai bien noté que je dois signaler au même service toute circonstance ne me permettant pas de consulter ma boîte mail de manière durable. Dans ce cas, **je sais qu'il m'est recommandé de révoquer mon consentement.**

Article 748-8 du CPC : Par dérogation aux dispositions du présent titre, lorsqu'il est prévu qu'un avis est adressé par le greffe à une partie par tous moyens, il peut lui être envoyé au moyen d'un courrier électronique ou d'un message écrit, transmis, selon le cas, à l'adresse électronique ou au numéro de téléphone qu'elle a préalablement déclaré à cette fin à la juridiction.

*Cette déclaration préalable mentionne le consentement de cette partie à l'utilisation de la voie électronique ou du message écrit transmis au numéro de téléphone, pour les avis du greffe transmis dans l'instance en cours, à charge pour elle de signaler toute modification de son adresse électronique ou de son numéro de téléphone. **Ce consentement peut être révoqué à tout moment.****

* En cas de demande de révocation, vous pouvez télécharger et imprimer le formulaire de « Consentement à la transmission par voie électronique des avis du greffe » dans l'onglet droit et démarche formulaire pour les particuliers, action en justice (<http://www.vos-droits.justice.gouv.fr/>) ou retirer ce formulaire au greffe de la juridiction que vous avez saisie. Ce formulaire, téléchargé et rempli par vos soins, pourra être déposé au greffe ou adressé au greffe par lettre recommandée avec accusé de réception.

ATTESTATION SUR L'HONNEUR

Je soussigné(e) _____ certifie sur l'honneur que les renseignements portés sur ce formulaire **sont** exacts.

Fait à: _____ Le | | | | | | | | | |

Signature

Loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative aux fichiers nominatifs garantit un droit d'accès et de rectification des données auprès des organismes.